

REGLEMENT DE LA CONSULTATION N°2026 02 001

RELATIF À UN MARCHÉ D'ÉTUDES POUR LE DEMENAGEMENT DU SIEGE FRANCILIEN DE L'OFPRA

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LE JEUDI 26 FEVRIER 2026

A 12 heures

*Service du budget de l'OFPRA
Pôle marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	2
1.1 Objet	2
1.2 Forme du marché	2
1.3 Durée.....	3
1.4 Lieu d'exécution	3
1.5 Langue française.....	3
ARTICLE 2 – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	3
2.1 Délai de consultation	3
2.2 Visite du site.....	4
2.3 Questions des candidats	4
ARTICLE 3 – MODALITES DE RETRAITS ET D'ENVOI DES DOSSIERS.....	4
3.1 Retrait du dossier de consultation	4
3.2 Dépôt des candidatures et des offres	5
ARTICLE 4 – COMPOSITION DES DOSSIERS	6
4.1 Éléments à produire à l'appui de la candidature	6
4.2 Éléments composant l'offre	7
ARTICLE 5 – OUVERTURE DES PLIS ET SÉLECTION DES OFFRES	7
5.1 Examen des candidatures.....	7
5.2 Examen des offres	7
5.3 Demandes de précisions (lots 1 et 2) et négociations (lot 3)	8
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION	8
6.1 Candidats dont l'offre a été rejetée	8
6.2 Candidat dont l'offre a été retenue	8
ARTICLE 7 – NOTIFICATION	8
ARTICLE 8 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS	9

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

Le présent marché porte sur des prestations d'études pour le projet de déménagement du siège francilien de l'OFPPRA vers l'immeuble Joya, situé aux 198-200 Rue Carnot (94120 Fontenay-sous-Bois).

1.2 Forme du marché

Le présent marché est un **marché public de services** portant sur des **prestations intellectuelles**.

➤ **Allotissement**

Il est **alloté en trois lots** :

N°	Prestations	Code CPV	
1	Prestations de maîtrise d'œuvre et d'accompagnement de l'OFPPRA	71310000-4	Services de conseil en ingénierie et en construction
2	Coordination de sécurité et de protection de la santé (SPS)	71317200-5	Services de coordination en matière de santé et de sécurité
3	Contrôle technique	71630000-3	Services de contrôle et d'essais techniques

➤ **Procédure**

La consultation est organisée selon les modalités suivantes :

- **Pour les lots 1 et 2**, le marché est passé selon une **procédure formalisée**, conformément aux articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique.

La présente consultation donne lieu, pour ces lots, à un **appel d'offres ouvert**, conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 dudit code.

- **Pour le lot 3**, le marché est passé en **procédure adaptée**, conformément aux articles L. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

En effet, en application de l'article R. 2123-1 dudit code, l'acheteur peut recourir à un MAPA lorsque, pour un ou plusieurs lots d'un marché dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée :

- La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ;
- Le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

La présente consultation donne lieu, pour l'ensemble des lots, au choix de **l'offre économiquement la plus avantageuse**, dans les conditions prévues aux articles **L.2152-7 et R.2152-7** du code de la commande publique.

➤ **Prix**

La mission 1 du lot 1 (Prestations de maîtrise d'œuvre et d'accompagnement de l'OFPRA) est rémunérée selon les principes de la loi MOP du 12 juillet 1985.

Les autres prestations sont rémunérées à prix global et forfaitaire.

1.3 Durée

Le présent marché prend effet à compter de sa notification.

Il est conclu pour la durée nécessaire à la réalisation complète des prestations, propres à chaque lot. Il prend fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement applicable aux marchés de travaux, le cas échéant prolongée dans les conditions prévues au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux).

Le calendrier prévisionnel des prestations est précisé dans le CCTP de chaque lot. Les dates qui y sont mentionnées sont purement indicatives.

1.4 Lieu d'exécution

Les prestations s'inscrivent dans le cadre du projet de déménagement du siège de l'OFPRA vers **l'immeuble JOYA**.

1.5 Langue française

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

2.1 Délai de consultation

En raison d'une **urgence impérieuse d'intérêt général**, le délai de réception des offres est fixé à **15 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, conformément à l'article R.2161-3, alinéa 3, du Code de la commande publique.

Cette urgence est liée à la nécessité pour l'Ofpra de quitter ses locaux actuels, dont les baux prendront fin le 31 décembre 2026), de limiter le risque de « double loyer » et de garantir la continuité du service public de l'asile.

La réduction du délai de consultation est nécessaire au regard du calendrier particulièrement contraint de l'opération, qui implique :

- d'obtenir les autorisations administratives pour ouvrir un ERP de 1^{ère} catégorie ;
- de lancer de manière urgente des études afin de réaliser des travaux spécifiques, comportant notamment la création de boxes d'entretien et d'espaces d'accueil du public adaptés aux personnes en situation de handicap ;
- de recueillir l'avis des représentants du personnel de l'OFPRA, conformément au code générale de la fonction publique.
- d'assurer la bonne articulation des interventions avec les études et les travaux relevant du bailleur, notamment pour la « coque ERP » et les bureaux.

Or, pour lancer le présent marché, l'OFPRA a dû attendre la signature du bail (21 janvier 2026) et le dépôt du permis de construire par le bailleur (30 janvier).

2.2 Visite du site

Une visite des locaux **est vivement conseillée mais n'est pas obligatoire**. Elle n'est pas une condition de recevabilité des candidatures ni des offres.

La visite des locaux aura lieu **le mercredi 18 février 2026, à 14 heures**.

Un rendez-vous doit être pris au préalable, en envoyant un courriel aux adresses suivantes :

Abdel.BOUSLAH@ofpra.gouv.fr

Zohra.LEKBIR@ofpra.gouv.fr,

marches@ofpra.gouv.fr ;

2.3 Questions des candidats

Il ne sera répondu à aucune demande de renseignement complémentaire ou de précision sur la plateforme des marchés de l'Etat PLACE, par courriel ou voie postale, après le **vendredi 20 février 2026 inclus**.

Les réponses aux questions posées seront publiées en ligne sur la plateforme PLACE au plus tard le **lundi 23 février 2026 inclus**.

L'OFPPRA réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus **le jeudi 19 février 2026 inclus**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 3 – MODALITES DE RETRAITS ET D'ENVOI DES DOSSIERS

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la présente mise en concurrence fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Cette procédure impose aux candidats d'accéder aux informations et documents relatifs à la consultation **via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE)**, qui explique les modalités de téléchargement et propose un service d'aide technique en cas de difficultés.

L'ensemble des pièces nécessaires à la consultation est téléchargeable sur la plate-forme de dématérialisation, à l'adresse suivante :

PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les avis d'appel public à la concurrence sont consultables sur le site du BOAMP et au Journal officiel de l'Union européenne **via** la plate-forme de dématérialisation des marchés de l'État (sans aucune contrainte d'identification) ainsi que sur le site internet de l'Ofpra¹.

3.1 Retrait du dossier de consultation

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique valide, afin de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

¹ Seules les informations contenues dans les avis des journaux officiels font foi, notamment en cas de discordance entre les avis officiels et ceux mis en ligne et librement consultables sur le site de l'Établissement.

Le pouvoir adjudicateur pourra communiquer par écrit via la plate-forme avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation, etc). Des courriels seront adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie de l'acheteur.

Les candidats sont donc invités à :

- s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message ;
- vérifier que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam » ;
- accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plate-forme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de téléchargement anonyme.

En cas de difficulté de téléchargement, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme PLACE.

3.2 Dépôt des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur **impose la transmission des offres par voie dématérialisée** selon les modalités décrites ci-après.

Les candidats doivent déposer leurs offres par voie électronique via la plate-forme des achats de l'Etat.

L'administration s'engage à assurer l'intégrité des documents mis en ligne et la sécurisation des échanges grâce à l'utilisation du protocole https.

Les dossiers transmis hors délai ou sans que ces modalités soient respectées, et notamment en cas de transmission sous un autre format (papier, fax, courriel), **seront déclarés irrecevables**.

L'administration s'engage à assurer l'intégrité des documents mis en ligne et la sécurisation des échanges grâce à l'utilisation du protocole https.

Copie de sauvegarde

Le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde présentée sous enveloppe cachetée et comportant les mentions suivantes² :

« NE PAS OUVRIR »
A l'attention du service du Budget
Marché d'études pour le déménagement du siège francilien de l'OFPPRA
Lot n°...
CCP N° 2026 02 001

La copie devra parvenir avant la date et l'heure limites, soit par voie postale, soit par coursier, à l'adresse suivante :

Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPPRA)
Service du Budget – Pôle marchés
201, rue Carnot - 94136 Fontenay-sous-Bois Cedex

La personne éventuellement chargée du dépôt de la copie de sauvegarde devra impérativement être munie d'une pièce d'identité.
La date et l'heure de réception font foi.

² Articles 6 et 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics

ARTICLE 4 – COMPOSITION DES DOSSIERS

4.1 Éléments à produire à l'appui de la candidature

Les candidats doivent veiller à fournir l'ensemble des éléments demandés pour la composition de leur dossier de candidature, à l'exception de ceux que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- le candidat a clairement indiqué, dans son dossier de candidature, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais et les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace ;
- l'accès à ces documents est gratuit.

Chaque candidat doit fournir un dossier complet comprenant les éléments suivants :

Éléments de la candidature	
Lettre de candidature	DC1
Déclaration du candidat	DC2
Extrait du Kbis	Inscription au registre du commerce ou équivalent
Présentation du candidat	Sur les 3 dernières années : <ul style="list-style-type: none">• les <u>capacités financières</u> : les chiffres d'affaires ou bilans annuels ;• les <u>capacités techniques</u> : l'effectif actuel du candidat (réparti en personnel d'encadrement et personnel exécutant avec mention des qualifications), l'évolution de l'effectif ;• les <u>capacités professionnelles</u> : les références détaillées dans un domaine analogue au présent marché (dont les noms et numéros de téléphone des clients, type de prestation, volume et la périodicité).• <u>Une attestation sur l'honneur</u> que le candidat ne se trouve dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-4 du code de la commande publique
Visite des locaux	Copie du bon de visite, le cas échéant (visite conseillée)
Documents attestant des pouvoirs	Concernant la personne habilitée à représenter et à engager le candidat
En cas de sous-traitance	DC4 <u>obligatoire en cas de sous-traitance</u> . Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2193-1 du code de la commande publique.
En cas de groupement	<u>Pour chacun des membres du groupement</u> , les documents mentionnés aux lignes 2 à 6 du présent tableau. <i>En application de l'article R. 2142-21 du code de la commande publique le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupement(s), ni en qualité de membres de plusieurs groupements.</i>
Délai de validité des offres : six mois à compter de la date limite de réception des offres. <u>Les variantes ne sont pas autorisées.</u>	

4.2 Eléments composant l'offre

Pour chaque lot, les documents relatifs à l'offre du candidat doivent contenir les éléments suivants :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière, dûment remplie ;
- le mémoire technique.

Le candidat est réputé avoir pris connaissance de tous les renseignements du dossier de consultation des entreprises (DCE), qu'il devra respecter pour l'exécution de la mission.

ARTICLE 5 – OUVERTURE DES PLIS ET SÉLECTION DES OFFRES

5.1 Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le pouvoir adjudicateur élimine :

- les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-12 du code de la commande publique ;
- les candidats n'ayant pas fourni, dans les délais impartis, l'ensemble des pièces exigées conformément à l'article R. 2144-2 du code précité ;
- les candidats qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques et/ou financières pour exécuter les prestations;
- les candidats dont il peut être légitimement suspecté qu'ils cherchent à mettre en échec les principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures définis à l'article L. 3 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut, dans le cas où des pièces ou des informations dont la présence était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai qu'il fixe.

A la suite de l'analyse des candidatures et à leurs éventuelles complétudes, l'acheteur accepte ou rejette les dossiers de candidatures comme susmentionnés.

5.2 Examen des offres

L'acheteur procède ensuite à l'analyse des offres dont les candidatures ont été acceptées.

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables conformément aux articles L. 2152-2 à L. 2152-4 du code de la commande publique, l'acheteur attribue le marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection ci-dessous énoncés et pondérés de la manière suivante pour les 3 lots :

Critères	Pondération	Sous-critères	Pondération
Valeur technique	50 %	<i>Adéquation des moyens humains dédiés à l'opération</i>	60 %
		<i>Organisation, méthodologie et moyens matériels mis en œuvre</i>	40 %
Prix	50 %		

5.3 Demandes de précisions (lots 1 et 2) et négociations (lot 3)

Pour les lots 1 et 2 (appels d'offres), l'acheteur peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre, en application de l'article R. 2161-5 du code de la commande publique.

Pour le lot 3 (MAPA), l'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant déposé les offres les plus avantageuses, classées au regard des critères d'attribution définis dans le présent règlement.

Déroulement de la négociation pour le lot 3

La négociation sera menée sous forme de consultation par écrit (courriel) ou sous forme d'audition (y compris par visioconférence). Les candidats seront informés par courrier électronique des conditions d'organisation, de la date, de l'heure, de la tenue de la négociation, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

La négociation sera menée au regard des critères de jugement des offres et ne pourra porter sur l'objet du marché ni en modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution telles que définies dans son cahier des clauses techniques particulières.

L'OFPPA se réserve le droit de ne pas ouvrir de négociation et de conclure le marché sur la base des offres initiales, en application de l'article R. 2123-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION

6.1 Candidats dont l'offre a été rejetée

Après analyse des offres, l'acheteur notifie au(x) candidat(s) non retenu(s) sa décision de rejeter son/leurs offre(s) en application des articles R. 2181-1 et suivants du code de la commande publique.

6.2 Candidat dont l'offre a été retenue

Dès qu'il est informé de l'intention de conclure de l'acheteur, le candidat retenu ou, si l'attributaire est un groupement, chacun de ses membres, doit produire, dans un délai fixé par l'acheteur, s'ils n'ont pas été fournis au moment du dépôt de l'offre :

- les documents certifiant sa régularité sociale et fiscale au 31 décembre 2025 ;
- une attestation de vigilance ;
- un extrait Kbis d'inscription au registre du commerce ;
- un RIB ;
- une attestation d'assurance en cours de validité.

Il est rappelé qu'un candidat qui serait dans l'incapacité de produire les documents certifiant sa régularité sociale et fiscale dans les délais impartis se verra évincé au profit du candidat suivant au classement.

Le candidat retenu devra également transmettre dûment complété, daté et signé en original, s'il ne l'a pas déjà fait lors du dépôt de l'offre, l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 – NOTIFICATION

Le marché est notifié au titulaire conformément aux articles R. 2182-1 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code précité, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code précité.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision conformément à l'article R. 421-1 du code précité.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle

77000 Melun

Tél. : 01 60 56 66 30

Fax : 01 60 56 66 10

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr